
◀ **Communiqué de la fédération SUD éducation** ▶

Stop aux arrestations et aux expulsions de lycéen-ne-s et d'étudiant-e-s en Guyane

En 2006, une mobilisation locale autour de deux lycéens et une lycéenne menacé-e-s d'expulsion avait conduit la Préfecture à ne plus prendre ce genre de mesures. Le Réseau Éducation Sans Frontière Guyane était né.

Depuis, les lycéen-ne-s comme les étudiant-e-s étranger-e-s circulaient librement et étudiaient en paix.

Dès la rentrée scolaire 2018 - 2019, une circulaire rectorale détériorait ce principe en excluant les lycéen-ne-s étranger-e-s sans papier des sorties scolaires.

En Novembre 2018, une grève intersyndicale accompagnée d'un blocage du rectorat de Guyane durant 5 jours permis l'annulation de cette circulaire « hors la loi ».

Le Recteur recula certes mais le Préfet, lui, en avait décidé autrement. En effet, alors que jamais aucun-e lycéen-ne étranger-e sans papier n'avait été expulsé-e, nous assistons depuis plus d'un an et demi à des arrestations de lycéen-ne-s et d'étudiant-e-s en nombre, aux abords de l'université qui plus est.

Ils et elles sont fréquemment amené-e-s au Centre de Rétention Administrative et y séjournent parfois plus d'un mois. Des expulsions ont déjà eu lieu, certaines sont évitées de justesse grâce à la mobilisation de leurs camarades et des membres de RESF Guyane mais beaucoup sont toujours programmées.

La Préfecture joue double jeu, rassurante en audience face au RESF local, intraitable sur le terrain.

La Fédération Sud Éducation

- demande l'arrêt immédiat des arrestations des jeunes lycéen-ne-s et étudiant-e-s.**
- exige le rétablissement des principes de liberté de circulation sans restriction aucune, et de liberté d'étudier dans des conditions décentes.**